

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE**  
**SECRETARIAT GÉNÉRAL**

Direction générale des ressources humaines  
Service des personnels enseignants de l'enseignement scolaire  
Sous-direction de la gestion des carrières  
Bureau des personnels enseignants du second degré hors académie  
DGRH B2-4  
72 rue Regnault - 75243 PARIS CEDEX 13

**LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE**

**VU** le code général de la fonction publique ;

**VU** le décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;

**VU** l'arrêté ministériel DGRH B2-4 du 10 juillet 2023 portant inscription sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2023, pour l'accès au grade de professeur de lycée professionnel de classe exceptionnelle,

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** : Les 9 professeurs de lycée professionnel hors-classe dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2023, pour l'accès au grade de la classe exceptionnelle, sont nommés professeurs de lycée professionnel de classe exceptionnelle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Nom d'usage	Nom patronymique	Prénom	Discipline	Académie
ADI	ADI	KHALIL	ÉCONOMIE-GESTION	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
BOUSQUET	BOUSQUET	CHANTAL	ANGLAIS-LETTRES	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
BRUNIER-COJEAN	COJEAN	ANNE-MARIE	BIOTECHNOLOGIES: SANTÉ ENVIRONNEMENT	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
DESSAUX	DESSAUX	ISABELLE	LETTRES-HISTOIRE-GÉOGRAPHIE	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
DUBESSET	DUBESSET	MARTINE	LETTRES-HISTOIRE-GÉOGRAPHIE	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
FABRE	FABRE	ALAIN	ÉDUCATION ARTISTIQUE ET ARTS APPLIQUÉS	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
JACOBEE	JOSSÉLIN	CATHERINE	ÉCONOMIE-GESTION	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
LANCEMENT	LANCEMENT	STEPHANE	MATHÉMATIQUES-SCIENCES PHYSIQUES	29 <sup>EME</sup> RECTORAT
PROUST	PROUST	BRUNO	ÉCONOMIE-GESTION	29 <sup>EME</sup> RECTORAT

**ARTICLE DEUX** : Le classement de chacun des intéressés dans son nouveau grade fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

**ARTICLE TROIS** : Le directeur général des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE QUATRE** : Le présent arrêté est publié sur SIAP (système d'information et d'aide pour les promotions <https://www.education.gouv.fr/resultats-des-operations-de-promotion-des-personnels-enseignants-d-education-et-d-orientation-siap-7592>) et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, 72 rue Regnault, Paris 13<sup>ème</sup> (accueil).

Fait à Paris, le 10 juillet 2023

Pour le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse,  
et par délégation,  
la chef du bureau des personnels enseignants  
du second degré hors académie

Fatima DOUHI

#### Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique ;
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois\* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois\* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

\* 4 mois pour les agents demeurant à l'étranger